



Elections en Hesse (Allemagne)

Des élections régionales se sont déroulées le 18 janvier dernier en Hesse. Voici les résultats suivants :

CDU : 37% (37%) soit 46 sièges contre 42 sortants
SPD : 24% (37%) soit 29 contre 42
FDP : 16% (9%) soit 20 contre 11
Grüne : 14% (8%) soit 17 contre 9
Die Linke : 5% (5%) soit toujours 6

La coalition chrétienne-libérale a gagné les élections et Roland Koch demeure ministre-président, avec l'appui des libéraux.

La tentative de nouer une coalition rouge-verte avec l'accord tacite de l'extrême gauche a échoué. Pourquoi a-t-elle échouée ? Parce que 4 députés du SPD n'ont pas voulu donner leur accord. Pour eux, coaliser, même officieusement, avec des anciens communistes, était impensable.

Le grand gagnant est le FDP, un parti qui est dans l'opposition au niveau fédéral. Certains interprètent donc ce résultat comme un échec de la politique de la grande coalition. D'autres disent que c'est un encouragement pour une future coalition CDU-FDP au niveau fédéral.

Du côté du SPD, Franz Müntefering a déjà prévenu que la Hesse n'était pas l'Allemagne. Néanmoins, la problématique de la relation des sociaux-démocrates avec l'extrême gauche sera la même au niveau fédéral. Pour Dany Cohn-Bendit : le SPD doit arrêter de se comporter comme allié naturel du CDU. Il doit davantage réfléchir à une alternative à la droite.

La Hesse est un Land de 6 millions d'habitants situé au milieu de l'Allemagne. Sa capitale est Wiesbaden et son centre économique est Francfort. C'est un des Länder les plus riches d'Allemagne. Traditionnellement SPD, c'est en Hesse qu'il y a eu la première coalition « rouge-verte », en 1985. Le ministre de l'Environnement régional s'appelle Joschka Fischer...

La conséquence de cette coalition difficile est le basculement à droite du Land en 1987. De 1991 à 1999, c'est à nouveau un gouvernement SPD avec les Verts, cette fois dans une plus grande harmonie, qui est aux affaires. Roland Koch (CDU), un homme politique assez dur gagne les élections en 1999, et est réélu une fois en 2003. Il est à une certaine époque un concurrent d'Angela Merkel pour la course à la chancellerie.

Mais le vent a un peu tourné. L'aile droite du CDU ne sont plus très populaires, le style plus « soft » de Merkel plait davantage. Koch perd les élections de Janvier 2008 face à une jeune candidate SPD pleine d'idées et très critique du bilan Koch. C'est une femme de l'aile gauche du SPD qui commet cependant une erreur : elle prétend pouvoir gagner les élections sans Die Linke.

La crise de janvier 2008 au sein du SPD

Avant cette élection, la candidate du SPD, Andrea Ypsilanti, avait clairement dit qu'elle n'envisageait pas une coalition avec Die Linke. Mais le SPD, avec 37% des votes (42 sièges) ne pouvait former un gouvernement uniquement avec les Verts (8% des votes, 9 sièges). Une coalition avec Die Linke (5% et 6 sièges) était donc la seule façon d'y parvenir. En outre, une majorité des électeurs ne souhaitaient pas voir Roland Koch reconduit.

Après une longue période de négociations de coalition, on arrive à l'idée d'un gouvernement SPD-Verts, « toléré » par Die Linke. C'est alors une députée SPD qui exprime son désaccord et qui déclare ne pas voter pour un tel gouvernement.

Pendant l'été, Andrea Ypsilanti reprend les négociations et débat avec tous les députés du SPD pour les convaincre un à un. Sûre d'elle cette fois-ci, et forte de plusieurs « votes essais », elle compte proposer à nouveau son gouvernement « rouge-vert » avec l'appui de Die Linke au parlement régional en novembre 2008. C'est la veille de ce vote qu'elle est lâchée par quatre députés qui refusent toute coopération avec d'anciens communistes. Ces quatre députés font actuellement l'objet d'une procédure d'exclusion du parti.

Andrea Ypsilanti a démissionné, mais son successeur, Thorsten Schäfer-Gümbel, n'exclut pas entièrement de coaliser avec Die Linke, si cela lui permettait d'accéder au pouvoir.

Enseignements pour les élections de 2009

Le seul Land où une coalition SPD avec Die Linke est actuellement aux affaires est Berlin ; d'autres gouvernements précédents de ce type existaient uniquement dans les nouveaux Länder. L'« expérience Ypsilanti » était donc, à l'Ouest, une vraie nouveauté, courageuse pour les uns, destructrice pour les autres. Pourtant, il en va de la capacité du SPD à constituer des majorités dans un paysage politique à cinq partis.

Pour la direction du SPD, la « débâcle » d'Hesse a été une des causes de son changement en septembre. Kurt Beck, alors qu'il n'est pas de l'aile gauche du parti, avait plus ou moins soutenu Ypsilanti (sans être tout à fait convaincu). Franz Müntefering, ancien et nouveau patron du SPD, pas plus à gauche que Beck, a commencé par exclure une alliance avec Die Linke, avant de dire récemment que des alliances locales étaient envisageables. La ligne du parti n'est pas claire à ce sujet, et les responsables manquent de courage. C'est comme si la base (et les électeurs) abhorraient un scénario de coalition avec Die Linke, et les dirigeants du SPD savaient que ce sera nécessaire, mais n'osaient pas leur dire clairement.

Dans la presse

Avec Obama, l'Europe doit être au «rendez-vous de l'histoire» (Cambadélis)

(AFP) - Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national PS aux relations internationales, estime que «le réchauffement des relations transatlantiques requiert une Europe au rendez-vous de l'Histoire», alors que Barack Obama allait être investi mardi 44e président des États-Unis.

Dans un point de vue transmis à l'AFP et titré «Obama, un rêve pour deux», le député de Paris estime que Barack Obama semble «adopter une diplomatie de l'ouverture et renouer avec une approche multilatérale».

Moquant «la droite française, Sarkozy en tête, (qui) après avoir été bushiste impénitent devient démocrate par enchantement», M. Cambadélis juge qu'il faut «retrouver le chemin du multilatéralisme» car «plus que jamais, l'heure est à la coopération internationale», évoquant «la résolution des conflits».

«Chacun connaît le rêve d'Obama», poursuit M. Cambadélis pour qui sa victoire a été «une défaite des idées et de la pratique des néo-conservateurs libéraux aux États-Unis».

Mais fait-il notamment remarquer, «la majorité démocrate au Congrès est «composée de *blue dogs* c'est-à-dire de centristes». Sans «relativiser la victoire», il juge que «les États-Unis restent les États-Unis. Et le président Obama agira avec cette contrainte».

L'Europe «doit affirmer sa stratégie et se montrer unie face aux défis que pose le retournement américain», estime M. Cambadélis pour qui le Vieux continent «doit exiger une réforme de l'OTAN», «parler clair et fort pour surmonter la crise financière et économique mondiale».

«Travailler à être un des piliers du nouveau monde multipolaire, cela exige pour l'Europe et la France un effort qui est beaucoup plus complexe que de critiquer Bush», estime M. Cambadélis.

«Les États-Unis seront-ils capables de rompre vraiment avec la politique des années Bush ? Les Européens voudront-ils réorienter l'Europe, lui donner un nouveau sens?», interroge le député pour qui les socialistes français avec le Parti socialiste européen (PSE) sont «candidats» à cette réorientation.

Communiqué de Pouria Amirshahi, Secrétaire national aux droits de l'Homme

Lundi 19 janvier, Stanislav Markelov, avocat, et Anastasia Barbourva, jeune journaliste, ont été froidement abattus en Russie.

Défenseur des droits de l'Homme, M. Markelov n'a cessé, ces dernières années, de dénoncer les exactions commises par le pouvoir en Tchétchénie. Il a aussi plaidé sans relâche contre la criminalisation des luttes sociales et écologistes.

Mme Barbourva, journaliste au *Novaïa Gazeta*, qui accompagnait Stanislav Markelov, a succombé à ses blessures à l'hôpital.

À l'indignation, s'ajoute l'inquiétude de voir la population russe prise entre autoritarisme, ultra-capitalisme et mafia. Le Parti socialiste adresse ses condoléances aux familles de M. Markelov et de Mme Barbourva et exprime sa solidarité avec tous les militants des droits de l'Homme en Russie.

A lire

À l'heure où Barack Obama devient 44ème Président des États-Unis ...

50 IDÉES REÇUES SUR LES ÉTATS-UNIS

Pascal Boniface - Charlotte Lepri HACHETTE Littératures - 13 euros

« Les Américains n'ont pas de culture », « Les États-Unis ne se soucient pas de l'environnement », « Leur système éducatif est défaillant », « La liberté d'expression est totale », « Les États-Unis dominent le monde »... Les idées reçues sur les États-Unis ne manquent pas. Les clichés qui circulent ne sont pas forcément dénués de fondement, mais, très souvent, amplifiés et déformés. Méprisés, caricaturés ou idéalisés, les États-Unis ne laissent en aucun cas indifférent.

Les auteurs nous proposent ici un ouvrage clair et didactique, nourri de l'histoire américaine, de chiffres, de statistiques, et nous donnent les clés d'une Amérique plus complexe qu'il n'y paraît.

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il enseigne à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8. Il a notamment publié, en collaboration avec Hubert Védrine, un Atlas du monde global (Colin/Fayard, 2008).

Charlotte Lepri est chercheur à l'IRIS, spécialisée sur les États-Unis.

Brèves

Après la victoire du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, où en est la Thaïlande ?

Les Thaïlandais votaient aux législatives mi-décembre. Alors que sa désignation avait été obtenue grâce à un renversement d'alliance au sein du parlement, à l'issue de la « crise des aéroports » et d'un jugement de la Cour Suprême, le gouvernement démocrate thaïlandais, conduit par Abhisit Vejjajiva, consolide spectaculairement sa position. Il remporte haut la main les élections partielles contre le parti soutenu par l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra, en exil, tandis que le candidat démocrate est brillamment élu gouverneur de Bangkok. La population du pays, lasse des événements récents et inquiète de la situation économique, est soulagée. Les Démocrates thaïlandais sont traditionnellement plus aptes à calmer le jeu dans le Sud musulman du pays, où a lieu une guerre civile qui ne dit pas son nom. Le véritable défi d'Abhisit sera de donner aux masses populaires, en particulier dans le Nord, le sentiment qu'elles ne sont pas des laissés pour compte. Il sera aussi de devenir un protecteur des milieux paysans, par des politiques dénuées de corruption. Le Parti Socialiste entretient des relations avec le Parti Démocrate thaïlandais, et Abhisit a notamment reçu en 2007, au siège du Parti, le responsable Thaïlande au Secrétariat International.

Abhisit est un personnage honorable de la scène politique thaïlandaise.

Nous avons assez vite vu qu'il avait de l'avenir. J'ai ainsi dit dans mon rapport de juin 2007 qu'il était probable qu'il allait devenir Premier Ministre. Toutefois, Le Parti Démocrate n'est donc pas un parti de gauche. Il est membre de l'Internationale Libérale. Il s'est assez peu soucié des masses populaires des campagnes et s'est surtout reposé sur les classes moyennes de Bangkok. Abhisit semble vouloir changer cela.

Th. Aube

Crise du gaz (suite)

Le 18 janvier, après deux heures de pourparlers en tête-à-tête entre le Premier ministre russe Vladimir Poutine et la Première ministre ukrainienne Youlia Timochenko a eu lieu une rencontre à laquelle participaient, outre des représentants des deux gouvernements, les présidents des sociétés Gazprom (Russie) et Naftogaz Ukrainy (Ukraine). Un accord a été obtenu portant sur un contrat de fourniture de gaz sur dix ans. Gazprom accordera en 2009 une ristourne de 20 % à l'Ukraine sur le prix « européen » à conduction que le transit soit maintenu au niveau de 2008. Il est à noter que la société qui jouait jusqu'à présent le rôle d'intermédiaire, RosUkrenergo, depuis longtemps la bête noire de Youlia Timochenko, a été exclue des pourparlers. L'accord officiel a été signé le 19 janvier. Le rôle positif joué par Youlia Timochenko dans ce bras de fer lui fournira certainement des armes lors de l'élection présidentielle qui doit se tenir en fin d'année.

Michèle Kahn

Rencontres et déclarations

Rencontre avec une délégation de la coordination pour une paix juste et durable au Proche-Orient. Cette délégation, conduite par Bernard Ravenel a été reçue au Parti socialiste. François Lamy, conseiller politique de Martine Aubry a assisté à l'entretien.

Rencontre avec une délégation japonaise. Jean-Christophe Cambadélis a rencontré une délégation de l'Ambassade du Japon à Paris.

Rencontre avec l'Autorité palestinienne. Hind Khoury, Déléguée générale pour la Palestine a été reçue au siège du PS par Jean-Christophe Cambadélis et Martine Aubry.

Une délégation du CRIF conduite par Richard Pasquier a été reçue par Claude Bartolone, Jean-Christophe Cambadélis et Martine Aubry.

FSM 2009. Plusieurs socialistes participeront au Forum social mondial qui se tient cette année à Belém do Para au Brésil. Parmi eux, Henri Weber, Kader Arif, Françoise Castex, Pierre Kanuty, Gilbert Roger et Bertrand Monthubert. Ce sera l'occasion de rencontrer les partis frères et de porter les propositions du PS et du PSE pour une mondialisation solidaire, notamment en cette période de crise financière.